



Revue des Études Multidisciplinaires  
en Sciences Économiques et Sociales

REVUE DES ETUDES MULTIDISCIPLINAIRES EN SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

Numéro 7

Janvier – Juin 2018

MICROFINANCE ET CREATION D'EMPLOIS AU CAMEROUN

MICROFINANCE AND JOBS CREATION IN CAMEROON

**Germain SONKENG**

*Enseignant-Chercheur, Université de Dschang, IUT-FV de BANDJOUN*

*E-mail: [gsonkeng2001@yahoo.fr](mailto:gsonkeng2001@yahoo.fr)*

**Jean-Max KONO ABE**

*Maitre de Conférences agrégé, Université de Yaoundé 2*

*E-mail: [jmkonoabe@yahoo.fr](mailto:jmkonoabe@yahoo.fr)*

**Rostand YOTA**

*Attaché d'Enseignement et de Recherche, Université de Dschang, IUT-FV de BANDJOUN*

*E-mail: [rostandyota@yahoo.fr](mailto:rostandyota@yahoo.fr)*

**Issoufa GNIGNINDIKOUP**

*Attaché d'Enseignement et de Recherche, Université de Dschang, IUT-FV de BANDJOUN*

*Email: [youssoufamalum@yahoo.fr](mailto:youssoufamalum@yahoo.fr)*

## RESUME

Le présent travail tente de mettre en relief le lien entre la microfinance et la création des emplois à travers les recrutements qui font partie des pratiques de Gestion des Ressources Humaines (GRH). Les théories des écoles welfariste et institutionnaliste sont mobilisées. Les données sont recueillies par recherches documentaires auprès des EMF camerounais de 1<sup>ère</sup>

24

catégorie. Les résultats montrent que les EMF créent des emplois directs et indirects. Bien que ces emplois créés restent encore dans des proportions relativement faibles, les implications managériales sont formulées pour essayer de garantir le développement des EMF.

**Mots clés** : Microfinance, Création d'emplois, GRH.

JEL: G21; G39

## ABSTRACT

This paper attempts to highlight the link between microfinance and job creation through recruitments that are part of Human Resources Management (HRM) practices. Theories of the welfarist and institutionalist schools are mobilized. The data are collected by documentary research from the first category of Cameroonian MFIs. The results show that MFIs create direct and indirect jobs. Although these created jobs are still relatively in the lows proportions, the managerial implications are formulated to try to guarantee the development of MFIs.

**Key words**: Microfinance, Jobs creation, HRM.

JEL : G21; G39

## 1- INTRODUCTION

La lutte contre le chômage et notamment le chômage des jeunes constitue l'une des préoccupations de presque tous les gouvernements dans le monde. La solution la plus évidente à ce problème est l'encouragement de la propriété privée des moyens de production autrement appelée entrepreneuriat ou création d'entreprise. Cependant, le système financier classique (banque, marché financier) s'est avéré inadapté pour le financement des micro-activités et principalement les activités informelles. Or ce type d'activité qui constitue l'essentiel du tissu économique dans les pays en développement est source de revenus pour un nombre non négligeable des personnes. La microfinance est apparue comme un palliatif à la problématique de financement des Très Petites Entreprises (TPE) et Petites et Moyenne Entreprises (PME) et d'offrir aux individus les moyens de leur propre développement. La microfinance fait partie de ce que l'on appelle économie sociale et solidaire. A la suite de l'expérience de la Grameen Bank dans les années 1974, la microfinance fait l'objet de beaucoup d'attention tant de la part des chercheurs que des professionnels. Selon Maystadt

J.P. (2004), la microfinance apparaît comme une tentative de réponse au double objectif de compétitivité économique et de cohésion sociale. McKernan (2002) trouve que les services non-financiers des programmes de microfinance augmentent significativement la productivité et les revenus des micro-entreprises à travers le capital humain et social (programmes sociaux, coopération renforcée entre les membres des groupes). Le recensement général des entreprises effectué par l'Institut National de la Statistique en 2009 met en exergue le fait qu'au Cameroun, l'accès au crédit constitue la troisième préoccupation des entrepreneurs derrière la corruption et la fiscalité. D'après le rapport de la réunion sectorielle sur les EMF du 13 Septembre 2012 à Batié (Cameroun), les couches n'ayant pas accès au financement du secteur bancaire classique constituent près de 95% de la population. Cette situation montre aussitôt que la création d'emplois se trouve très limitée à l'heure où le Cameroun aspire fortement au statut de pays émergent à l'horizon 2035. Il s'agit là d'un rêve aussi ambitieux que réalisable étant donné que les EMF sont susceptibles d'accorder les crédits nécessaires au financement des TPE et PME qui sont le socle de la création d'emplois au Cameroun. Dans le Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) préparé par le gouvernement camerounais, la microfinance est un axe important de la stratégie. Cette stratégie est d'autant importante que le recensement général des entreprises conclut que 99% des entreprises au Cameroun sont constituées des TPE (75%) et de PME (24%). En plus, huit entreprises commerciales sur dix sont des entreprises individuelles.

A partir de ce moment, il se dégage des préoccupations majeures qui suscitent une interrogation capitale : *Dans quelle mesure la microfinance contribue-t-elle à la création d'emplois ?* En s'appuyant sur le contexte camerounais, le présent papier a pour objectif d'apporter des éclaircissements sur le mécanisme par lequel la microfinance constitue un vecteur de création d'emplois.

A part l'introduction et la conclusion, la présente contribution est articulée autour de plusieurs points. Il s'agit d'abord de la microfinance comme vecteur de création d'emplois. Ce point met en relief les approches conceptuelles et passe en revue les travaux antérieurs qui ont porté en général sur la microfinance et l'emploi, de même que sur les liens entre la microfinance et la réduction de la pauvreté à travers la création d'emplois. Ensuite, l'investigation empirique est focalisée sur le processus par lequel la microfinance crée des emplois au Cameroun.

## 2- LA MICROFINANCE COMME VECTEUR DE CREATION D'EMPLOIS

L'impact de la microfinance se perçoit dans la présente étude en termes de création d'emplois. D'autres recherches approfondissent l'analyse pour montrer que ladite création d'entreprise se matérialise par la réduction de la pauvreté. Nous exposons successivement le cadre conceptuel relatif à la microfinance et la création d'emplois, la contribution de la microfinance à la création d'emplois, de même que le lien entre la microfinance et la réduction de la pauvreté.

### **2.1- Les concepts de microfinance et de création d'emploi**

La microfinance représente un ensemble d'activités financières en faveur des personnes généralement non bancables. Exercées par des entités agréées, ces activités sont axées sur l'épargne, le microcrédit, la micro-assurance, le transfert d'argent etc. D'après Yunus (1997), le microcrédit est le plus important produit financier proposé par les établissements de microfinance. Il s'agit d'un système d'aide sociale qui consiste à attribuer des prêts de faibles montants à des entrepreneurs ou des artisans considérés comme insolvable par le système bancaire formel et ne pouvant donc pas avoir accès à des prêts bancaires classiques. Le baromètre de la microfinance (2010) précise qu'il s'agit d'un instrument puissant de lutte contre la pauvreté. L'accès à des services financiers viables permet aux pauvres d'accroître leurs revenus, de se doter d'actifs et de se protéger dans une certaine mesure des chocs extérieurs. La microfinance permet ainsi aux ménages pauvres de ne plus avoir à lutter au quotidien pour simplement survivre, mais de faire des plans pour l'avenir et d'investir afin d'améliorer leur nutrition, leurs conditions de vie, la santé et l'éducation de leurs enfants. Le microcrédit a essentiellement tendance à se développer dans les pays pauvres afin de favoriser leurs économies par la concrétisation des microprojets. Il ressort du rapport final (2011) de l'évaluation du secteur de la microfinance au Cameroun que le souhait grandissant de voir développer un secteur financier permettant d'offrir une panoplie de services financiers aux plus pauvres a fini par trouver une réponse favorable. Les différentes stratégies de lutte contre la pauvreté s'appuient désormais sur le secteur de la microfinance. La microfinance constitue ainsi une branche d'activité dont l'importance va croissant et qui sert à fournir des services financiers aux populations très pauvres.

La création d'emplois s'inscrit dans le cadre théorique des politiques actives de l'emploi qui permettent aux inactifs de prendre ou de reprendre un travail et à les y inciter, dans le cadre du maintien d'une aide sociale leur assurant un niveau de vie minimum.

Selon le Bureau International du Travail en 2005, la notion d'emploi est souvent associée à celle de salariat. En réalité, la rémunération peut tout aussi prendre la forme:

- d'un traitement si l'employeur est une personne publique ;
- d'un salaire si l'employeur est une personne morale ou physique autre que le travailleur ;
- d'honoraires pour les professions libérales les plus classiques. Dans ce cas, il convient de déduire les frais pour obtenir le revenu ;
- de cachets pour les artistes non mensualisés ;
- de piges pour les journalistes non mensualisés ;
- de droits d'auteurs pour les écrivains ;
- de prélèvement sur les résultats de l'entreprise, pour les autres professions indépendantes (artisans, commerçants, exploitants agricoles,...) qui établiront alors des factures.

## **2.2- La contribution de la microfinance à la création d'emplois**

Au-delà des pays du Sud généralement sous-développés, le financement de la création d'emplois par les EMF est de plus en plus mis en avant dans les politiques actives du marché du travail en Europe. De ce fait, l'efficacité du microcrédit pour créer des emplois a été montrée dans de nombreuses études, en France et dans les pays du Nord. Pour Bernd et Guezennec (2013) et selon International Labour Organisation (2002), ces études convergent pour constater que le microcredit est un dispositif efficace, voire efficient, de création d'emplois, et que le taux de survie dans les créations ou reprises d'activités ayant bénéficié d'un microcrédit est comparable à celui enregistré pour les créations d'entreprise dans des contextes plus favorables (autour de 70% après trois ans et 60% après cinq ans).

Les contributions de la microfinance à la création d'emplois peuvent s'analyser sur deux volets que sont le volet interne et le volet externe.

Sur le volet interne, l'activité de microfinance permet de créer des emplois directs. A cet égard, un EMF en tant qu'entreprise, crée des emplois directs à travers le recrutement du personnel pour l'exécution des tâches de fonctionnement. Le nombre relativement important des employés des structures de microfinance est une illustration de la création d'emplois par les EMF.

Sur le volet externe, l'activité de micro finance permet de créer des emplois indirects. Deux types d'emploi sont soutenus par les activités de microfinance. D'une part, le travail indépendant ou autonome dans la mesure où l'entreprise soutenue ne comporte qu'un seul

propriétaire-dirigeant. D'autre part des petites et moyennes unités de production des biens et des services dont la taille varie de deux à dix employés. De ce point de vue, un EMF en offrant du crédit permet à des individus de créer des entreprises ou simplement des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Lesdites entreprises créées recrutent à leur tour le personnel et cette situation est bien connue sous le terme d'emplois induits. C'est ainsi que la microfinance a deux orientations : la « microfinance entrepreneuriale » qui s'apprécie par sa contribution à la création d'entreprises et la « microfinance insertion sociale » qui s'apprécie par sa contribution à la création des petites AGR. En matière de création d'entreprises, Guerin (2002) affirme que les organismes de microfinance jouent trois rôles distincts que sont :

- Un rôle de prévention face à des projets excessivement risqués;
- Un rôle de mise en adéquation des projets avec le profil des porteurs desdits projets;
- Un rôle de « médiation » entre les créateurs et leur environnement (bancaire mais aussi plus généralement environnement institutionnel).

De manière plus approfondie, la réduction de la pauvreté est mise en relief à travers la création d'entreprises par les EMF. Avec la montée du chômage, les EMF sont devenus une composante non négligeable de l'intermédiation financière en raison de la masse d'argent brassée ainsi que de l'ampleur et de la diversité de la clientèle (personnes défavorisées en milieux rural et urbain, petits commerçants, agriculteurs, éleveurs, artisans, etc.). La raison d'être des actions des établissements de microfinance est l'amélioration des conditions de vie par la création d'emplois et l'accroissement des actifs des ménages. Lors du discours de Yunus au séminaire sur le thème «Microcrédits, micro-entreprises» à Paris en 2000, ce dernier affirme: *«Ce n'est pas la population pauvre qui génère la pauvreté. La pauvreté est engendrée par les institutions que nous édifions, les concepts que nous utilisons et les politiques que nous adoptons. Si nous les modifions de façon pertinente, personne dans le monde ne sera pauvre<sup>1</sup>»*.

### 2.3- La microfinance et la réduction de la pauvreté

Selon Roesch (2004), dans toute l'histoire de la lutte contre la pauvreté, aucun outil n'a focalisé l'attention que la microfinance. Dans le même ordre d'idées, Koffi Annan et Mack

---

<sup>1</sup> Mohamed Yunus, Docteur en économie, fondateur de la Grameen Bank, est considéré comme un des pères fondateurs de la micro-finance.

Mbrown ont insisté sur l'importance de la microfinance pour permettre d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement en matière de lutte contre la pauvreté.

En 2006, les praticiens de la microfinance ont estimé que 500 millions de la population pauvre dans le monde demandent des services financiers alors que les institutions de microfinance n'atteignent que 15 millions à 70 millions d'eux (Olszyna-Marzys, 2006)<sup>2</sup>. La meilleure manière d'aider les pauvres à avoir accès aux services financiers est donc une question qui se pose. Elle suscite des débats entre deux écoles de pensées qui sont l'approche welfariste et l'approche institutionnaliste telles que définies par Morduch (1998):

**- L'approche welfariste**

L'école welfariste a été identifiée comme une école de mesure de la pauvreté (Asselin et Anyck, 2000), cités par Berguiga (2007). Selon cette école, «un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il se situe en deçà d'un minimum de bien-être économique. Ce concept de bien être est rapproché à celui d'utilité qui est appréhendé comme la satisfaction du désir procuré à une personne par la consommation ou la possession de biens et services».

En effet, une personne est considérée comme pauvre lorsqu'elle n'atteint pas un minimum de satisfaction raisonnable d'une «chose», c'est-à-dire un minimum de bien-être économique. Toujours selon Asselin et Anyck (2000), il est difficile d'observer directement ce bien être pour un individu. Par conséquent, cette école cherche les très pauvres qui sont généralement plus risqués et moins accessibles (composés de ruraux, vivant dans des zones enclavées...). Cette école est composée essentiellement d'institutions solidaires comme des ONG ou des coopératives qui considèrent la microfinance comme étant un moyen clé pour réduire la pauvreté des plus pauvres (Hamed, 2004). Toutefois, à partir des études de cette école (welfare studies), l'efficacité d'un programme de microfinance peut s'évaluer. Elle est intégrée dans une stratégie de lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité et d'amélioration du bien-être des populations pauvres (Mayoux, 1998). Les welfaristes mettent l'accent sur le niveau de pauvreté des clients et se concentrent sur l'amélioration rapide des conditions de vie des participants même avec un large recours aux subventions. En conséquence, bien qu'ils insistent sur la rationalité de la gestion des ressources, ils n'éliminent pas la nécessité et les avantages que les subventions apportent aux EMF, même dans le long terme et ne s'abstiennent cependant pas d'avoir une activité rentable (Olszyna-Marzys, 2006).

---

<sup>2</sup> Cité par Berguiga (2007). Nous nous inspirons également de Berguiga (2007) pour exposer les approches welfariste et institutionnaliste.

L'approche welfariste a toutefois engendré des taux de remboursement au-dessous de 50% ainsi que les coûts de fonctionnement très élevés conduisant à l'échec et à la disparition de certains EMF bien que cette approche se base sur une logique de subventions et de dépendance des bénéficiaires. En effet, ces EMF butent sur des obstacles (problèmes de viabilité et de pérennité) qui sont autant de limites à leur développement et à leur capacité de contribuer au développement des personnes qu'ils appuient.

#### - L'approche institutionnaliste

Selon les auteurs tels que Woller, Dunford et Woodworth (1999), l'approche institutionnaliste (Institutionalist approach) ou de « Marché financier » est apparue avec le soutien des organismes internationaux tels que la banque mondiale et les nations unies. Les partisans de cette approche considèrent que la manière unique d'atteindre la grande majorité des pauvres n'ayant pas accès aux services financiers de base est d'augmenter le mouvement de la microfinance à travers son intégration dans le système financier formel. Ainsi, les institutionnalistes cherchent à inscrire les EMF dans une logique de marché en insistant sur la volonté de la mise en place des systèmes de microfinance pérennes ainsi que sur la volonté de massification de crédit (De Briey, 2005). Chaque EMF devrait viser la durabilité financière en maximisant son efficacité et sa productivité. Par conséquent, la durabilité passe nécessairement par l'accès à l'autonomie financière. Cet intérêt pour l'autosuffisance a émergé à partir de la reconnaissance de la rareté des fonds. En effet, les institutionnalistes croient en la nécessité de l'intervention à grande échelle qui demande des ressources financières au-delà de ce que peuvent fournir les bailleurs de fonds. Ils craignent la versatilité de ces bailleurs de fonds nationaux ou internationaux, car un EMF qui veut s'inscrire dans la durée en devenant dépendante de la subvention, risquerait d'être un programme sans lendemain. Mais le seul moyen d'avoir les ressources dont on a besoin est de recourir aux sources privées (épargne, dettes commerciales, fonds propres et capital-risque). Pour y accéder, une gestion rigoureuse, transparente et efficace est requise, mais surtout il faut une institution profitable. Par conséquent, pour réaliser l'autosuffisance financière, les institutionnalistes ont déployé d'importants efforts afin d'essayer de concevoir un ensemble de « meilleures pratiques » (best practices). Les meilleures pratiques se rapportent aux pratiques qui améliorent l'efficacité tels que le système de gestion, la finance et la comptabilité, le marketing, la livraison de services, etc.



L'adoption répandue des « meilleures pratiques » est une étape essentielle pour atteindre l'autosuffisance financière à l'échelle industrielle, avoir accès au marché financier, et atteindre le maximum de clients pauvres (Morduch, 2000).

Force est de constater que contrairement à l'approche welfariste, l'approche institutionnaliste met l'accent sur l'évaluation de la performance du point de vue de l'institution plutôt que du point de vue des clients. Ils considèrent l'autonomie financière comme un critère qui remplit au mieux la mission sociale (Cornee, 2006). C'est dans cette logique que la mesure de l'impact social passe par la rentabilité. Il s'agit ainsi d'une approche qui a été, non seulement adoptée par la plupart de la littérature éditée dans le domaine de la microfinance, mais aussi elle peut être observée actuellement à travers deux grandes tendances qui sont le processus d'upgrading et le processus de downgrading.

Le processus d'upgrading concerne certains EMF réglementés qui commencent à voir le jour dans les pays qui offrent une procédure de réglementation des institutions spécialisées en microfinance. Ces EMF sont des ONG qui donnent naissance à des institutions financières réglementaires au statut de sociétés anonymes et qui s'inscrivent clairement dans une logique de rentabilité (De Briey, 2005)<sup>3</sup>.

Le processus de downgrading concerne certaines banques commerciales traditionnelles qui sont à la recherche de nouvelles niches de marché et qui sont entrées dans le secteur de la microfinance plus récemment. Ces banques non seulement ont été convaincues des potentialités du microcrédit, mais elles ont un accès plus facile aux fonds et à de meilleurs outils de marketing. Elles peuvent octroyer directement du crédit aux micro-entrepreneurs ou bien prendre des participations dans les EMF.

Cependant, certaines critiques sont émises à l'endroit de l'approche institutionnaliste. En effet, au niveau de la population ciblée, l'approche institutionnaliste a pour clientèle de prédilection les micro-entrepreneurs qui sont très proches de la ligne de pauvreté, qui sont concentrés géographiquement, ayant des activités à haut rendement et à court cycle de production. De plus, cette approche exige des clients des taux d'intérêt assez élevés afin d'assurer l'autonomie financière. Mais l'autosuffisance financière reste non réalisable par la plupart des EMF. En plus, cette approche préconise l'atteinte de la viabilité financière et

---

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir Berguiga (2007), Op. Cit.

institutionnelle des programmes de microfinance dans un horizon de cinq à douze ans (De Briey, 2005).

Bien que les activités de microfinance contribuent à réduire sensiblement la pauvreté dans les pays en développement, les approches welfariste et institutionnaliste soulèvent une situation contrastée : les premiers mettent l'accent sur l'emprunteur à travers les études d'impact alors que les seconds préconisent l'intégration du secteur de la microfinance dans les marchés financiers. Ainsi, cette opposition contrastée entre ces deux courants de pensée constitue ce que Morduch (2000), cité par Berguiga (2007) a qualifié de « microfinance schism ». Ce schisme est expliqué essentiellement par la présence d'un arbitrage entre ciblage des pauvres et rentabilité.

#### **2.4- Synthèse des approches relatives à la microfinance et la réduction de la pauvreté**

Dans la littérature sur le rôle de la microfinance et le microcrédit, deux approches s'opposent. Ces approches telles que définies par Morduch (1998) sont l'*approche institutionnaliste* et l'*approche welfariste*. Berguiga (2007) a montré à travers une étude comparative que les approches welfariste et institutionnaliste sur la microfinance ont un objectif commun qui est la réduction de la pauvreté. Cependant, si ces deux approches s'entendent sur le fait que la microfinance doit permettre la réduction de la pauvreté à travers la mise à la disposition d'une clientèle pauvre des services financiers, elles s'opposent toutefois sur la façon d'y parvenir. Selon Woller et Al. (1999) cité par Dugas (2007), l'approche institutionnaliste vise la création d'institutions vouées à servir des clients qui ne sont pas servis ou qui le sont insuffisamment par le système formel. Les partisans de cette approche soutiennent que malgré l'importance du microcrédit, les microfinances ne pourront contribuer de façon significative à la réduction de la pauvreté du fait de l'importance des besoins en financement et de la possibilité limitée des donateurs à satisfaire ces besoins. Cette approche questionne le subventionnement des EMF. Pour elle, ces établissements doivent être financièrement autonomes et économiquement fiables. Le principal point de discordance avec les welfaristes se situe au niveau de la cible du mouvement de microfinance. Les institutionnalistes pensent que la microfinance doit financer les « pas si pauvres que ça » (not so poor), ce qui leur permettra de lancer ou de contribuer au développement de leurs entreprises, ce qui permettra à terme de créer de l'emploi pour les plus pauvres. Pour eux, la microfinance est une composante du système financier. Or, pour les welfaristes, la microfinance doit cibler prioritairement les plus

pauvres car elle a une responsabilité sociale et sa performance est analysée du point de vue de la portée sociale (« *assessment impact* »). Elle doit donc s'orienter vers les plus pauvres qui vivent en deçà du seuil de pauvreté afin d'améliorer leurs conditions de vie. Les travaux basés sur une telle approche d'impact sont qualifiés par Woller et Al. (1999) de « *welfarist approach* ». Cette catégorie de travaux analyse l'impact du microcrédit sur l'amélioration du niveau de vie des bénéficiaires.

De manière récapitulative, les visions de ces deux approches se retrouvent dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1: Récapitulatif Approches Welfariste et Institutionnaliste

	<b>Welfariste</b>	<b>Institutionnaliste</b>
Approche	L'évaluation de la performance du point de vue client : - Portée sociale - Etude d'impact	L'évaluation de la performance du point de vue institution : - Amplitude de l'institution - Pérennité et viabilité des EMF
Clients visés	Très pauvres	Micro-entrepreneurs très proches de la ligne de pauvreté
Type d'institutions	Institutions solidaires	Institutions commerciales
Méthodologie	Recours aux subventions	Autonomie financière
Critiques	- Problème de viabilité et de pérennité - Coûts élevés et différentes méthodes pour mesurer l'impact - Faillite de certains EMF (taux de remboursement < 50%)	- Problème de sélection de la clientèle (ces EMF ne touchent pas les plus pauvres des pauvres) - Taux d'intérêt élevés - L'autosuffisance est une stratégie de long terme
Objectif (commun)	Réduction de la pauvreté	

Source : Berguiga (2007).

D'après Lapenu (2003), la question de l'impact sur les bénéficiaires s'est posée, essentiellement sous la forme « Combien rapporte un dollar prêté en revenu supplémentaire pour le bénéficiaire ? ». Par conséquent, l'impact consiste à comprendre comment les services financiers affectent l'existence des pauvres. Il traduit les changements sur les clients

attribuables à l'action de l'établissement de microfinance. Cet impact s'évalue comme le rendement social d'un investissement procuré par les bailleurs de fonds, c'est-à-dire l'assurance pour ces derniers que le soutien financier qu'ils apportent aux établissements de microfinance atteint bien le but qu'elles se sont donné (Lelart, 2006). Ce dernier argue que la pauvreté ne doit être seulement appréhendée suivant une dimension quantitative, c'est-à-dire le montant de revenu qu'une personne dispose durant une période, mais qu'elle doit également être perçue dans une dimension qualitative au travers des données telles que la santé et l'éducation des personnes, le niveau d'intégration au milieu social, la qualité du logement, etc.

Des études comme celles de Doligez (1996), Guerin (2002) ; Montalieu (2002), GCAP (2003), Soulama (2005), Gubet Et Al. (2005), Ouedraogo et Gentil (2009) se sont penchées sur les effets de la microfinance sur la création d'activités et la réduction de la pauvreté. En reprenant quelques études sur l'impact de la microfinance sur la création d'entreprise par les chômeurs dans quelques pays européens et d'Amérique du Nord, Guerin (2002) note que le nombre de chômeurs créateurs d'entreprises grâce à la microfinance représente en moyenne entre 1 et 5 % du nombre total de chômeurs : 2,5 % en Allemagne ; 1,5 % en France en 1998 (43 598 sur un total de 2 986 600 chômeurs), entre 4 % (1984) et 1 % (1989) au Royaume-Uni, environ 1 % au Canada en 1996 (12 349 sur un total de 1 274 820 chômeurs), entre 2 et 5 % selon les années aux États-Unis. Cette étude affirme également que la proportion de créateurs d'entreprises issus d'une situation de chômage par rapport à l'ensemble des créateurs est beaucoup plus significative et varie en moyenne entre 15 et 45 % avec des disparités selon les pays et les années. Par exemple, 40 % au Royaume-Uni en 1993 (contre 17 % en 1980) ; entre 14 et 16 % en Allemagne de 1990 à 1996; entre 35 % (1998) et 43,7 % (1994) en France ; entre 47 % en 1994 et 32,5 % en 1998 au Canada.

Toutefois les auteurs comme que Cheston et Al. (2005) émettent des doutes sur les études d'impact de la microfinance. Pour eux, la plupart des analyses d'impact ne respectent pas les critères de recherche théorique. En plus, les études d'impact sont coûteuses et doivent être menées régulièrement.

Au regard des objectifs que le microcrédit s'assigne (promotion de la microentreprise, création d'emploi, inclusion sociale et financière ou encore renforcement de l'autonomie des individus entre autres), on peut mesurer la performance sociale des EMF à différents niveaux

et de différents points de vue à travers leurs objectifs et leur organisation interne (Bernd et Guezennec, 2013).

Dans ces logiques de performance financière des EMF défendues par les institutionnalistes et de performance sociale défendue par les welfaristes, des travaux empiriques se sont préoccupés de l'association entre ces deux types de performances. D'un côté, certaines recherches étudient l'impact de la performance financière sur la performance sociale (Griffin Et Mahon, 1997 ; Waddock et Graves, 1997 ; Margolis et Walsh, 2001). De l'autre côté, les études analyse l'impact de la performance sociale sur la performance financière (Simpson et Kohers, 2002 ; Goukasian et Whitney, 2007 ; Brammer et Al., 2006). Enfin, une troisième catégorie étudie une influence simultanée de la performance financière et de la performance sociale (Waddock et Graves, 1997 ; Margolis et Walsh, 2003). De la revue des résultats de ces différentes études, il ressort une ambiguïté des conclusions.

### **3- LA DEMARCHE D'INVESTIGATION EMPIRIQUE**

Il est important de préciser que notre investigation s'inscrit plus dans le champ interprétativiste. Nous cherchons à mieux comprendre dans quelle mesure les activités de microfinance favorisent la création d'emplois au Cameroun. Pour y arriver, nous construisons en premier lieu le processus de collecte des données pour en constituer la base de données. Par la suite nous présentons les résultats suivis de la discussion, de même que les implications managériales.

#### **3.1- Le processus de collecte des données**

Les EMF qui ont permis de constituer notre base de données sont issus d'un processus en deux temps. Tout d'abord, nous avons mobilisé nos relations sociales pour obtenir un rendez-vous avec le Directeur de l'un des EMF les plus représentés sur le territoire camerounais. Un entretien avec ce dernier nous a servi d'occasion pour lui signifier clairement l'objet de notre étude. Nous avons sollicité et obtenu de lui une recommandation auprès des Directeurs des autres EMF. Ensuite, nous avons fait usage de la technique de la boule de neige pour contacter d'autres structures de microfinance. Notre étude s'est finalement effectuée sur un total de cinquante EMF. En termes de caractéristiques, il s'agit des EMF de 1<sup>ère</sup> catégorie dont l'activité est essentiellement consacrée à la collecte de l'épargne et à l'octroi des crédits aux membres.

### 3.2- Création des emplois directs et indirects par les EMF: Discussions et Implications managériales

Nous utilisons dans ce travail les données primaires essentiellement. Ces données primaires sont issues des documents fournis par les directeurs des EMF et nous permettent d'apprécier les liens entre les activités des EMF et la création d'emplois. A cet égard, les rapports annuels des activités desdits EMF constituent les sources d'informations les plus fiables. Nous avons fait une distinction entre emplois directs et emplois indirects. Pour les emplois directs nous avons eu besoin des chiffres sur l'évolution des effectifs des employés pour les neuf dernières années, soient de 2008 à 2016. Pour les emplois indirects il était question pour nous d'obtenir des chiffres sur les montants des crédits accordés les six dernières années également. Il s'agit des microcrédits multiformes destinés au financement des activités telles que l'éducation, la santé, la consommation ménagère, le commerce, la construction, l'agriculture, l'élevage et autres. Ces activités sont par la suite regroupées en deux grandes rubriques : **Investissement** (création d'emplois induits) et **Consommation** (pas de création d'emplois).

L'analyse des données consiste ainsi à recenser les effectifs des individus employés comme travailleurs dans les EMF pour en ressortir l'évolution en fonction du temps pour l'ensemble des 50 EMF étudiés. C'est ce qui nous permet de constater dans un premier temps le volume des emplois directs créés. Dans un second temps, il est question de regrouper les crédits accordés en activités similaires (ou presque) pour en dégager la part des crédits destinés à l'investissement. C'est ce qui nous permet de constater dans un second temps l'ampleur des emplois indirects (emplois induits) créés à travers les investissements multiformes. Les résultats sont regroupés autour de deux axes principaux et des implications managériales sont évoquées à la fin de chaque axe.

#### 1<sup>er</sup> axe : Création des emplois directs par les EMF

Il est précisé dans le rapport annuel de BATOCUL<sup>4</sup> (2009) que la croissance des caisses populaires suivant la création de nouvelles agences nécessite le recrutement du personnel. Ce recrutement du personnel constitue l'une des pratiques les plus importantes de la gestion des ressources humaines.

Nous procédons ici à un recensement des effectifs des individus employés comme travailleurs dans les EMF de notre échantillon. C'est à ce niveau que l'on perçoit directement l'implication de l'activité des EMF à travers le recrutement des ressources humaines. Le tableau suivant regroupe les effectifs par années.

---

<sup>4</sup> Bafoussam Town Credit Union Limited.

Tableau 2: Effectifs des employés par années<sup>5</sup>

Années	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Effectifs	52	85	147	158	165	169	167	171	180

Ce tableau met en relief une création des emplois directs qui connaissent une croissance soutenue entre 2008 et 2011. Plus précisément, l'effectif des ressources humaines recrutées a évolué dans les proportions suivantes : 63,46% entre 2008 et 2009 ; 72,94% entre 2009 et 2010 ; 7,48% entre 2010 et 2011 ; 4,43% entre 2011 et 2012 ; 2,42% entre 2012 et 2013 ; -1,18% entre 2013 et 2014 ; 2,39% entre 2014 et 2015 ; 5,26% entre 2015 et 2016. Cette croissance devient lente à partir de 2011. Cela s'expliquerait par le fait qu'entre 2008 et 2011, l'activité des microfinances était en phase de croissance et marquée par la multiplication des agences. La création d'une nouvelle agence s'accompagne d'une augmentation du nombre des employés à travers l'accroissement des ressources humaines. La morosité observée depuis 2011 est une conséquence du ralentissement de la prolifération des EMF. Ceci est d'autant plus vrai que dans le rapport final (2011) d'évaluation du secteur de la microfinance au Cameroun, ce secteur traverse une profonde crise caractérisée par une réduction notable de tous les indicateurs de performance des principaux EMF du pays.

L'implication managériale ici concernerait le rapprochement des structures de microfinance de la population. Ce rapprochement passe nécessairement par la multiplication des EMF pour subvenir davantage aux besoins de financement des populations de base, exclues du système bancaire classique. Des mesures étatiques focalisées sur le développement des infrastructures sécuritaires (proximité des postes de police par exemple) et des infrastructures routières seront de véritables facilitateurs de la prolifération des EMF. Cette mesure pourrait être qualifiée de microfinance de proximité.

## **2<sup>ème</sup> axe : Création des emplois indirects par les EMF**

A ce niveau, il est question de mettre en relief le contenu des crédits accordés par les EMF de notre échantillon. L'objectif est de déceler la part des financements offerts et qui est destinée à l'investissement (emplois induits) sur une période de 9 ans (de 2008 à 2016).

Le tableau 3 suivant récapitule les montants des crédits octroyés par domaine d'activité et par année.

<sup>5</sup> Les données relatives à l'année 2017 sont indisponibles au moment de l'étude.

Tableau 3: Crédits octroyés par domaines d'activité et par années (en millions de Francs CFA)

Années et (%) Activités	2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Education	77.85	<b>9.75</b>	82.14	<b>4.35</b>	95.71	<b>4.16</b>	193.57	<b>7.41</b>	130.35	<b>6.44</b>	142.38	<b>6.92</b>	138	<b>7.17</b>	143.26	<b>6.76</b>	151.32	<b>6.96</b>
Santé	35.71	<b>4.47</b>	13.92	<b>0.73</b>	43.21	<b>1.87</b>	41.42	<b>1.58</b>	58.21	<b>2.88</b>	61.30	<b>2.98</b>	59.7	<b>3.1</b>	63.59	<b>3</b>	65.91	<b>3.03</b>
Consommation ménagère	170	<b>21.29</b>	364.28	<b>19.32</b>	203.57	<b>8.85</b>	160.71	<b>6.15</b>	185.35	<b>9.17</b>	172.74	<b>8.40</b>	156.34	<b>8.12</b>	192.13	<b>9.1</b>	196.23	<b>9.02</b>
Commerce	310	<b>38.82</b>	878.21	<b>46.62</b>	1247.85	<b>54.25</b>	1546.42	<b>59.25</b>	1220.35	<b>60.38</b>	1304.26	<b>63.42</b>	1148.78	<b>59.68</b>	1292.17	<b>60.99</b>	1311.45	<b>60.32</b>
Construction	139.20	<b>17.43</b>	331	<b>17.56</b>	515	<b>22.39</b>	421.42	<b>16.14</b>	209.28	<b>10.35</b>	169.23	<b>8.23</b>	203.04	<b>10.55</b>	208.82	<b>9.85</b>	217.77	<b>10.02</b>
Agriculture/ Elevage	29.28	<b>3.66</b>	88.21	<b>4.67</b>	160	<b>6.95</b>	204.28	<b>7.82</b>	199.28	<b>9.86</b>	182.68	<b>8.88</b>	187.20	<b>9.73</b>	189.49	<b>8.94</b>	196.58	<b>9.04</b>
Divers	36.42	<b>4.56</b>	127.14	<b>6.74</b>	34.68	<b>1.50</b>	42.14	<b>1.61</b>	18.21	<b>0.90</b>	23.82	<b>1.16</b>	31.67	<b>1.65</b>	29.31	<b>1.38</b>	35.01	<b>1.61</b>
<b>TOTAL</b>	<b>798.46</b>	<b>100</b>	<b>1884.5</b>	<b>100</b>	<b>2300.02</b>	<b>100</b>	<b>2609.96</b>	<b>100</b>	<b>2021.03</b>	<b>100</b>	<b>2056.41</b>	<b>100</b>	<b>1924.73</b>	<b>100</b>	<b>2118.77</b>	<b>100</b>	<b>2174.27</b>	<b>100</b>



Le tableau 3 ci-dessus intègre de 2008 à 2016 les valeurs absolues et les valeurs relatives desdits montants des crédits octroyés. Tous les EMF étudiés ont couplé les activités Agriculture et Elevage dans la même rubrique. Ceci est d'autant plus raisonnable que ces deux activités relèvent du grand domaine agropastoral. Pour assurer une meilleure lisibilité de ces données, le tableau 4 ci-dessous récapitule les statistiques descriptives y relatives.

Tableau 4 : Statistiques descriptives

	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type
Education	9	77	193,	127,89	37,22
Santé	9	13	65	48,67	17,25
Consommation	9	156	364	199,78	63,66
Commerce	9	310	1546	1139,55	356,98
Construction	9	139	515	268	126,85
Agriculture	9	29	204	159,33	60,36
Divers	9	18	127	41,67	32,78
N valide (listwise)	9				

Relativement au tableau 4 ci-dessus, le classement des domaines d'activités par ordre décroissant de volume moyen des crédits octroyés est le suivant : Commerce (1139,55 Millions), Construction (268 Millions), Consommation ménagère (199,78Millions), Agriculture (159,33 Millions), Education (127,89 Millions), santé (48,67 Millions). Ainsi, en dehors des activités diverses qui n'ont pas été explicitées dans les EMF étudiés, la santé représente l'activité qui a nécessité le plus petit volume moyen de financement (48,67 Millions), contrairement au commerce caractérisé par le grand volume moyen des crédits octroyés (1139,55 Millions).

Il est possible de regrouper les domaines d'activité en deux grandes rubriques: **Consommation** et **Investissement** telles que illustrées de façon synthétique dans le tableau 5 ci-dessous:

Tableau 5: Synthèse des crédits par rubriques (en millions de francs CFA)

Années et % Rubriques	2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		TOTAL	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Consom.	283.58	<b>35,6</b>	460,34	<b>24,41</b>	342.5	<b>14,89</b>	395.7	<b>15,16</b>	373.91	<b>18,49</b>	376.42	<b>18,31</b>	354.04	<b>18,39</b>	398.98	<b>18,83</b>	413.46	<b>19</b>	3398.93	<b>19</b>
Invest.	514.9	<b>64,4</b>	1424.56	<b>75,59</b>	1957.53	<b>85,11</b>	2214.26	<b>84,84</b>	1647.1	<b>81,51</b>	1679.99	<b>81,69</b>	1570.69	<b>81,61</b>	1719.77	<b>81,17</b>	1760.81	<b>81</b>	14489.63	<b>81</b>
TOTAL	798.48	<b>100</b>	1884.9	<b>100</b>	2300.03	<b>100</b>	2609.93	<b>100</b>	2021.01	<b>100</b>	2056.41	<b>100</b>	1924.73	<b>100</b>	2174.27	<b>100</b>	2174.27	<b>100</b>	17888.56	<b>10</b>

Dans la rubrique « **Consommation** », nous incluons les activités relatives aux domaines de l'éducation, la santé et de la consommation ménagère. Cet ensemble symbolise les activités non créatrices d'emplois. Il est cependant important de noter que cet ensemble peut aussi induire une création indirecte des emplois. Particulièrement l'éducation et la santé peuvent être envisagées sous certaines conditions comme des véritables investissements productifs. La nature complexe de cette chaîne rend difficile l'appréciation du lien et cette directive n'est pas prise en compte dans cette analyse.

Dans la rubrique « **Investissement** », nous regroupons les activités concernant les domaines du commerce, de la construction, de l'agriculture, de l'élevage et divers. C'est cet agrégat qui représente notre approche du lien entre les activités des EMF et la création des emplois indirects (emplois induits tels que mentionnés dans la revue de la littérature). Ce lien existe dans la mesure où les investissements réalisés dans les domaines ci-dessus cités nécessitent à leur tour les recrutements des ressources humaines pour les besoins de fonctionnement des AGR. Cette situation semble aller dans le même sens que l'analyse de Lama Daher et Erwan Le Saout (2015) pour qui la thèse sociale de la microfinance est de faire un système financier plus inclusif et contribuer à l'autonomisation des pauvres en leur prêtant notamment des capitaux pour soutenir les AGR connexes. C'est dans ce sens que les EMF créent des emplois indirects en finançant les investissements dans les domaines susmentionnés. Ce tableau 4 ressort la proportion du montant des crédits d'investissement (81%) dans le total du montant des crédits octroyés par année et par rubrique. C'est ce qui nous permet de mesurer l'ampleur des emplois indirects créés à travers le financement des investissements. Les statistiques relatives à ces regroupements des activités sont contenues dans le tableau 6 ci-dessous :

Tableau 6 : Statistiques descriptives

	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type
Consommation	9	283	460	377,11	49,44
Investissement	9	514	2214	1609,33	469,46
N valide (listwise)	9				

Il ressort du tableau 6 ci-dessus que sur toute la période, le montant moyen des crédits octroyés ayant servi à la consommation s'élève à 377,11 Millions contre 1609,33 Millions dédiés à l'investissement, soit en valeur relative 23,43% de ce dernier.

Cette tendance renchérit ainsi notre 2ème axe qui porte sur la création des emplois indirects par les EMF à travers les emplois induits des investissements. Nous constatons ainsi une

évolution croissante des montants des crédits octroyés de 2008 à 2011 telle que illustrée dans le tableau 5, ce qui est en adéquation avec la croissance soutenue des emplois également constatée sur le tableau 2 relatif à la création des emplois directs.

Malgré la baisse de valeur pour l'année 2012 (soit de 2609.58 millions en 2011 à 2020.67 millions en 2012), la tendance générale est à la hausse au fil du temps. La baisse peut être expliquée par une certaine rationalisation de l'offre de crédit. Aussi, la croissance limitée des agences nouvelles est un argument à ne pas négliger lorsqu'on veut expliquer cette baisse. Lors de nos investigations, certains Directeurs nous ont fait comprendre que le non remboursement dans les termes contractuels d'un emprunt, surtout le premier est un indice fondamental qu'ils utilisent pour ajuster l'offre de crédit.

Par ailleurs, la série de mesures prises par le gouvernement camerounais pour «redresser» le secteur de la microfinance serait aussi la cause de ce fléchissement. C'est ainsi qu'au 30 Juin 2011, sur 480 EMF agréées, près d'une cinquantaine sont en liquidation, en cessation d'activité, en redressement et/ou administration provisoire (Investir au Cameroun, 2012). Il s'agit là des mesures qui ont abouti à la publication en 2015 de la liste des EMF agréés (environ 418), les autres EMF ayant fermé leurs portes et mis au chômage plusieurs centaines d'employés. Lesdits investissements financés par les EMF sont essentiellement destinés aux Activités Génératrices de Revenus (AGR). Cela entraîne la création d'emplois indirects à travers le recrutement des ressources humaines pour l'accomplissement desdites activités. La conséquence immédiate en est la baisse du chômage et la réduction de la pauvreté, même si les proportions restent encore faibles.

Les implications managériales ici concerneraient deux aspects. Le 1<sup>er</sup> aspect consisterait à regrouper tous les EMF en réseau. Il s'agit d'une mesure qui permettrait d'éviter les fermetures intempestives de certains EMF. Le 2<sup>ème</sup> aspect serait la mise sur pieds d'une structure de « crédit bureau » qui permettrait de constituer une banque des données qui retrace toutes les informations sur les demandeurs des crédits. Cette mesure aiderait à endiguer les intentions des insolubles qui s'engagent dans un jeu où ils prennent à chaque fois des crédits dans certaines microfinances pour rembourser les prêts à eux octroyés par d'autres EMF.

#### 4- CONCLUSION

La présente contribution a essayé de mettre en évidence le lien étroit entre l'activité des EMF et la création d'emplois. Les données de l'étude ont été collectées à travers les recherches documentaires relatives aux documents statistiques issus des rapports annuels des activités de

cinquante EMF qui ont constitué notre terrain d'étude. Deux principaux axes de la création d'emplois ont été retenus à l'issue de la présentation des résultats:

- La création d'emplois directs (1<sup>er</sup> axe) qui est appréciée par les recrutements des ressources humaines des EMF. L'ampleur desdits recrutements est ressentie au niveau du tableau 1 qui montre la tendance des effectifs des employés de cinquante EMF. Sur la période de l'étude, elle est positive malgré le ralentissement du régime constaté à partir de 2011.
- La création d'emplois indirects (2<sup>ème</sup> axe) qui est appréciée par le volume des crédits d'investissement accordés par les EMF qui constituent notre terrain d'étude. Les crédits d'investissement sont considérés comme vecteur de création des emplois indirects (emplois induits). La tendance générale est positive, indiquant ainsi une incidence positive des activités des EMF sur la création des emplois.

Chaque axe du processus de création d'emplois a abouti sur la mise en relief des implications managériales.

Cependant, il convient de noter que cette étude souffre de quelques insuffisances. La rubrique « Divers » dans les tableaux 3 et 4 semble être quelque peu une simplification assez grossière de la réalité, car elle ne renseigne pas suffisamment sur la nature exacte des crédits octroyés. Par ailleurs, il est aussi difficile d'évaluer l'effectivité de certains investissements objets des crédits accordés par les EMF.

Quoi qu'il en soit, depuis plusieurs siècles, la microfinance a fait ses preuves en matière de développement et de réduction de la pauvreté dans plusieurs pays de par le monde. De ce point de vue, les approches welfariste et institutionnaliste telles que définies par Morduch (1998) trouvent toute leur signification. Étant donné que la création d'emplois est l'un des outils privilégiés de la lutte contre la pauvreté, le développement du Cameroun en particulier et de l'Afrique en général est dans une certaine mesure tributaire de la prospérité des structures de microfinance.

**BIBLIOGRAPHIQUE**

- ACTED (2010). Baromètre de la microfinance. Financité magazine, Trimestriel Juin 2010
- Berguiga, I. (2007). Performance sociale versus performance financière des institutions de microfinance. Document de travail, ERUDITE, Université Paris XII, 25p.
- Bernd, B. et Guezennec, C. (2013). Le microcrédit professionnel en France: Quels effets sur l'emploi?. Centre d'analyse stratégique, Numéro 2013-07
- Brammer, S. et Al. (2007). The Contribution of Corporate Social Responsibility to Organizational Commitment. The International Journal of Human Resource Management, Vol. 18, No 10, p. 1701-1719
- CGAP (2003). L'impact de la microfinance. Note sur la microfinance, n°13.
- Cheston et Al. (2005). Comment mesurer la transformation: une évaluation et amélioration de l'impact du microcrédit. Réunion des assemblées du sommet du microcrédit, 24-26 juin.
- Daher, L. et Le Saout, E. (2015). L'efficience de la microfinance cotée. Ecole de Management de la Sorbonne, Février 2015
- Doligez, F. (1996). Études comparées de l'impact économique des systèmes de crédit rural. Revue tiers monde, p. 187-202.
- Dugas, I.S. (2007). Le débat entre institutionnalistes et welfaristes en microfinance. C-A Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement, [www.poissant.uqam.ca](http://www.poissant.uqam.ca)
- Goukasian, L. et Whitney, L. (2007). Do Ethical and Socially Responsible Firms under-perform? Evidence from Financial and Operating Performances. Technical Report, Pepperdine University Working Paper
- Griffin, J. et Mahon, J. (1997). The Corporate Social Performance and Corporate Financial Performance debate: Twenty-Five Years of Incomparable Research. Business and Society, vol. 36, p. 5-31
- Gubert, F. et Al. (2005). Analyser l'impact d'un projet de microfinance: l'exemple d'ADÉFI à Madagascar. Agence française de développement
- Guerin, I. (2002). La micro-finance et la création d'entreprise par les chômeurs La situation dans quelques pays européens et en Amérique du Nord. Bureau International du Travail, 107p

- Investir au Cameroun (2012). Magazine de l'économie camerounaise. Juillet-Aout
- Lapenu, C. (2003). Un outil d'évaluation du niveau de vie des clients des institutions de microfinance: Exclusion et Liens financiers. Strategic Management Journal, vol. 18:4, 303-319
- Lapenu, C. (2004). Performances sociales: une raison d'être des institutions de microfinance et pourtant encore peu mesurées. Quelques pistes. Mondes en développement, Vol 32, No 126, 57-74
- Lapenu, C. (2011). Evaluation de la performance sociale: Les enjeux d'une finance responsable. Variances, Numéro 40
- Lelart, M. (2006). De la finance informelle à la micro-finance. Agence Universitaire de la Francophonie EAC, 61p
- Margolis, J.D. et Walsh, J.P. (2001). People and Profits? The Search for a Link Between a Company's Social and Financial Performance?. Psychology Press
- Maystadt, J.P. (2004). Microfinance au Nord: Un effet de mode importé du Sud ?. Mondes en développement, No 126, 69-82
- Mckernan, S.M. (2002). The Impact of Microcredit Programs on Self-Employment Profits: Do Noncredit Program Aspects Matter. Review of Economics and Statistics, 84 (1), 93-115.
- Montalieu, T. (2002). Les institutions de microcrédit : entre promesses et doutes: Quelques pratiques bancaires pour quels effets ?. Mondes en développement, n°119. Mars
- Morduch, J. (1998). Does Microfinance Really Help the Poor?: New evidence from flagship programs in Bangladesh. Research Program in Development Studies, Woodrow School of Public and International Affairs
- Ouedraogo, A. et Gentil, D. (2009). La microfinance en Afrique de l'Ouest. Histoire et innovations, Paris, Karthala
- Roesch, M. (2004). Microfinance, atteindre les plus pauvres: est-ce un objectif réaliste ?
- Simpson, W.G. et Kohers, T. (2002). The link between corporate social and financial performance: Evidence from the banking industry. Journal of business ethics, 35 (2), 97-109
- Soulama, S. (2005). Microfinance, pauvreté et développement. Agence Universitaire de la Francophonie, Archives contemporaines, Paris

- Waddock, S. et Graves, S. (1997). The Corporate social Performance-Financial Performance link », Strategic Management Journal, 18 (4), 303-319
- Woller, G. et Al. (1999). Where to microfinance. International Journal of Economic Development, 1, pp. 29-64
- Yunus, M. (1997). Vers un monde sans pauvreté. Edition JC LATTES, Paris
- Yunus, M. (2000). Microcrédits, Microentreprises. Communication au séminaire de Paris.